

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Correspondance

Journal de la société statistique de Paris, tome 59 (1918), p. 20-21

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1918__59__20_0

© Société de statistique de Paris, 1918, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu de notre collègue et ami, Alexandre Del Mar, la lettre suivante, qui prouve que nos travaux sont suivis attentivement aux États-Unis.

A. B.

MON CHER COLLÈGUE,

Le fascicule n° 8-9 de notre Journal, que je viens de recevoir, contient un article de M. E. Boislandry Dubern, intitulé « A propos de la richesse des États-Unis », critiquant un essai de M. Milton W. Harrison de l'« American Bankers Association » qui avait paru dans le *New-York Times Magazine*, en date du 15 avril 1917, et avait encouru la condamnation du *New-York Commercial and Financial Chronicle* (numéro du 21 avril 1917).

Dans cet essai, M. Harrison avait affirmé que la richesse en capital des États-Unis pour l'année 1915 atteignait deux cents milliards de dollars (\$ 200 milliards), opinion que M. E. Boislandry Dubern soumet avec courtoisie à un examen critique en se référant au rapport de 1912 publié par le Bureau du Census des États-Unis, qui évaluait la richesse nationale à \$ 187,7 milliards. Il ne faut pas oublier cependant qu'entre 1912 et 1915 se sont écoulées trois années pendant lesquelles s'est accumulée la richesse rapidement croissante des États-Unis, outre la valeur et la richesse des îles Hawaï, de Porto-Rico et des Philippines. D'ailleurs, la circulation monétaire des États-Unis a largement augmenté et sa vitesse s'est accrue, de telle sorte que les cours des valeurs et des marchandises ont subi une hausse considérable. Mais l'évaluation de notre capital présentée par M. Harrison, qu'elle soit juste ou discutable, n'est que d'importance secondaire si on la compare à son évaluation de notre revenu national, auquel, avec toute la confiance de la jeunesse et de l'ardeur patriotique, il assigne le

montant plus que colossal, presque incalculable et illimité, de cinquante milliards \$ 50 milliards) par an. C'est sur cet océan insondable du pays des rêves qu'il lancerait volontiers le vaisseau de l'État chargé d'une dépense annuelle de vingt-cinq milliards de dollars (\$ 25 milliards) et, en outre, d'une dette publique initiale de 75 milliards. Son hypothèse est que « si la Grande-Bretagne, avec un revenu de \$ 309 par tête, peut supporter une dette de \$ 452 par tête, sans aucun doute les États-Unis, avec un revenu de \$ 500 et une dette de \$ 11 (en 1915) par tête pourraient élever leur dette en proportion de celle de la Grande-Bretagne. Cela permettrait d'avoir une dette de guerre de soixante quinze milliards (\$ 75 milliards) ».

Admettez le « si » et les choses sont toutes simples. Ajoutez 46, 1/4% à \$ 309 et vous obtenez les \$ 452 de M. Harrison. Ajoutez 46, 1/4% à \$ 500 et vous aurez \$ 731, 1/4. Multipliez par cent millions (nombre des habitants), complétez par 11 milliards (\$ 11 milliards) de dette antérieure à la guerre et vous aurez en chiffres ronds les soixante-quinze milliards de dollars (\$ 75 milliards) de M. Harrison. Voilà !

Pour calculer, d'une façon vraiment digne de confiance, le revenu de tout pays, des États-Unis entre autres, il suffit de multiplier la somme de sa richesse par le taux net d'intérêt, en capitalisant les intérêts annuellement pendant une longue période. Ainsi le taux net d'intérêt produit par les capitaux aux États-Unis pendant une assez longue période antérieure à la guerre a été d'environ 3 à 3 1/2 % l'an; disons 3 1/4 %. Admettons que la richesse en capital ait été pour 1915, ainsi que le dit M. Harrison, de deux cents milliards, alors le revenu net a été d'environ 6 1/2 (\$ 6 milliards 500 millions) (Voir *Science of Money*, par Del Mar, chapitre XIII, relatif aux causes et à l'analyse du taux de l'intérêt où le sujet se trouve longuement traité). Cependant, il n'est que juste envers M. Harrison de dire, comme il me l'a expliqué verbalement, que, par cinquante millions de revenu, il entendait « le revenu brut, non le revenu net, et qu'un tel revenu brut de 25% par an sur le capital avait été calculé d'après des recherches relatives aux profits phénoménaux réalisés par les établissements industriels depuis le commencement de la guerre et qu'il ne considérait pas ces chiffres comme susceptibles de s'appliquer à d'autres périodes ». C'est de cette manière que M. Harrison a par inadvertance amplifié notre revenu national en le multipliant par huit.

Le cœur de l'Amérique s'est donné à cette guerre et nous allons la faire complètement suivant le programme arrêté par le plus grand de nos présidents, M. Woodrow Wilson. Les banquiers des États-Unis, au même degré que les autres catégories de citoyens, sont prêts à fournir au Gouvernement tous les concours qu'il demande. Les membres de cette collectivité, y compris M. Harrison, ont offert leurs capitaux et consacré à la guerre leurs jeunes gens et tout ce qui les représentait. Par exemple, quoique n'étant pas membre de l'association, j'ai, moi aussi, souscrit tous les dollars dont je pouvais disposer et envoyé mes trois fils en France comme simples soldats. Mes amis et voisins ont agi de même.

Nous sommes donc disposés à aider nos alliés au moyen d'emprunts et l'avons déjà fait jusqu'à concurrence d'environ 2.500 millions de dollars (12.500 millions de francs). Mais nous comptons qu'ils ne nous demanderont pas de les aider dans les proportions que suggèrent les chiffres de mon ami Harrison; sans quoi, au lieu de faire la guerre, comme nous la faisons maintenant, sans penser à aucune indemnité, nous pourrions être obligés, contrairement à nos dispositions actuelles, de demander un remboursement de nos dépenses.

Bien sincèrement vôtre.

Alexandre DEL MAR.

Membre de la Société de Statistique
depuis 1867.
